

RÉSUMÉ  
EXÉCUTIF

# CHEMINS POUR LA PAIX

APPROCHES INCLUSIVES POUR LA PRÉVENTION DES CONFLITS VIOLENTS



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



Nations Unies

# **Chemins pour la paix** **Approches inclusives** **pour la prévention des** **conflits violents**

## **Résumé exécutif**



**GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE**



Nations Unies

Cet abrégé présente la résumé exécutif du *Chemins pour la paix : approches inclusives pour la prévention des conflits violents*. La version intégrale du rapport définitif, une fois publié, sera affichée en format PDF sur le site <https://openknowledge.worldbank.org/>. Des exemplaires du rapport peuvent également être commandés à l'adresse <http://Amazon.com>. Pour toute citation, reproduction et adaptation, veuillez utiliser la version définitive du rapport.

© 2018 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/La Banque mondiale  
1818 H Street NW Washington, DC 20433  
Téléphone : 202-473-1000 ; Internet : [www.worldbank.org](http://www.worldbank.org)

Certains droits réservés

1 2 3 4 21 20 19 18

La publication originale de cet ouvrage est en anglais sous le titre de *Pathways for Peace : Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict* en 2018. En cas de contradictions, la langue originale prévaudra.

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les observations, interprétations et opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de la Banque mondiale, de son Conseil des Administrateurs ou des pays que ceux-ci représentent. La Banque mondiale ne garantit pas l'exactitude des données citées dans cet ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent ouvrage n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement que l'institution reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ni comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

## Droits et autorisations



L'utilisation de cet ouvrage est soumise aux conditions de la licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (CC BY 3.0 IGO) <http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/>. Conformément aux termes de la licence Creative Commons Attribution (paternité), il est possible de copier, distribuer, transmettre et adapter le contenu de l'ouvrage, notamment à des fins commerciales, sous réserve du respect des conditions suivantes :

**Mention de la source** — L'ouvrage doit être cité de la manière suivante : Nations Unies et La Banque mondiale. "Chemins pour la paix : Approches inclusives pour la prévention des conflits violents." Résumé exécutif. La Banque Mondiale, Washington, DC. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO.

**Traductions** — Si une traduction de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source de l'ouvrage le déni de responsabilité suivant : *Cette traduction n'a pas été réalisée par la Banque mondiale et ne doit pas être considérée comme une traduction officielle de cette dernière. La Banque mondiale ne saurait être tenue responsable du contenu de la traduction ni des erreurs qu'elle pourrait contenir.*

**Adaptations** — Si une adaptation de cet ouvrage est produite, veuillez ajouter à la mention de la source le déni de responsabilité suivant : *Cet ouvrage est une adaptation d'une oeuvre originale de la Banque mondiale. Les idées et opinions exprimées dans cette adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne sont pas validées par la Banque mondiale.*

**Contenu tiers** — La Banque mondiale n'est pas nécessairement propriétaire de chaque composante du contenu de cet ouvrage. Elle ne garantit donc pas que l'utilisation d'une composante ou d'une partie quelconque du contenu de l'ouvrage ne porte pas atteinte aux droits des tierces parties concernées. L'utilisateur du contenu assume seul le risque de réclamations ou de plaintes pour violation desdits droits. Pour réutiliser une composante de cet ouvrage, il vous appartient de juger si une autorisation est requise et de l'obtenir le cas échéant auprès du détenteur des droits d'auteur. Parmi les composantes, on citera, à titre d'exemple, les tableaux, les graphiques et les images.

Pour tous renseignements sur les droits et licences doivent être adressées à World Bank Publications, The World Bank Group, 1818 H Street, NW Washington, DC, 20433, USA ; courriel : [pubrights@worldbank.org](mailto:pubrights@worldbank.org).

*Conception de la page de couverture* : Takayo Muroga Fredericks.



# Sommaire

*Avant-propos* v

## **Résumé exécutif** 1

*Chemins pour la paix*: Mettre en place les fondations pour une attention renouvelée à la prévention 1

Huit messages essentiels pour la prévention 2

Situation des conflits violents 3

La nécessité de la prévention dans un monde interdépendant 5

Le cadre d'analyse des chemins pour la paix 6

Pourquoi les gens se battent : inégalités, exclusion et injustice 7

Ce pour quoi les gens se battent : les arènes de la contestation 8

Ce qui marche : comment des pays ont réussi à gérer les contestations et à prévenir les conflits violents 8

Un système mondial de la prévention sous pression 9

Construire des approches inclusives pour la prévention 10

Conclusion 13

Notes 13

Références 14

## **Figure**

1 Trajectoire entre paix durable et conflits violents 6





# Avant-propos

En 2015, les Etats membres des Nations Unies ont établi des objectifs ambitieux pour le monde avec l'adoption de l'Agenda pour le Développement Durable à l'horizon 2030, qui offre un cadre unique pour se rassembler autour d'un effort renouvelé afin de prévenir la souffrance humaine. L'agenda, qui est universel, intégré et indivisible de par sa nature, vise non seulement à mettre fin à la pauvreté et à la faim, à assurer des vies plus saines et une éducation de qualité, et à protéger l'environnement — mais aussi à réduire les inégalités et à promouvoir des sociétés plus pacifiques, justes et inclusives.

Les conflits violents sont de plus en plus reconnus comme étant l'un des grands obstacles pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici à 2030. Leur résurgence spectaculaire au cours de ces dernières années a causé une immense souffrance humaine et a eu un impact négatif considérable sur le monde. Les conflits violents sont aussi devenus plus complexes et longs, impliquant des groupes non-étatiques et des acteurs régionaux et internationaux. Ils sont également de plus en plus liés à des défis mondiaux, comme le changement climatique, les catastrophes naturelles, la cybersécurité et la criminalité transnationale organisée. Il est prévu que plus de la moitié des personnes en situation de pauvreté vivront dans des pays affectés par des niveaux élevés de violence d'ici à 2030. Ceci est en totale contradiction avec l'engagement énoncé dans l'Agenda 2030 de ne laisser personne de côté.

Alors que les coûts humains, sociaux et financiers, la complexité des conflits violents et leur impact global croissent, nous devons nous demander comment la communauté internationale peut prévenir de façon plus efficace les conflits violents.

Aux Nations Unies, nous croyons que la prévention signifie qu'il convient de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter le déclenchement des crises, qui ont de lourdes conséquences pour l'humanité, ébranlant les institutions et affaiblissant les capacités à instaurer la paix et le développement. Nous entendons nous dédier de nouveau à la mise en place des principes de la Charte des Nations Unies, au mandat de l'Agenda 2030, à protéger et à respecter les droits humains et à s'assurer que notre assistance va à ceux qui en ont le plus besoin. La prévention devrait imprégner tout ce que nous faisons. Elle devrait se retrouver dans tous les piliers du travail des Nations Unies et nous unir pour qu'elle soit mise en œuvre de manière plus efficace. Cette étude est une contribution à notre réflexion interne sur les larges défis que pose la prévention.

Au sein du Groupe de la Banque mondiale, nous croyons que prévenir la fragilité, les conflits et la violence est essentiel pour réduire la pauvreté et partager les fruits de la prospérité. Le développement social et économique a un rôle important à jouer dans cet effort ; nous avons doublé le montant des ressources allouées aux questions de fragilité, de conflit et de violence dans le cadre du 18<sup>ème</sup> refinancement

de l'Association Internationale pour le Développement (AID - IDA), notre fonds pour les pays les plus pauvres. Nous nous assurons que toutes nos opérations peuvent contribuer à cet effort de plusieurs manières : en introduisant plus de flexibilité et d'adaptabilité dans nos programmes ; en accroissant notre attention aux risques de fragilité, de conflit et de violence et à diverses crises affectant nos clients ; en améliorant nos efforts régionaux ; et enfin, en répondant à quelques-unes des pires conséquences des conflits, comme les déplacements forcés.

Chacune de nos institutions apporte une expertise et des outils uniques et complémentaires en fonction de son mandat. Nous pouvons déjà voir le résultat de notre collaboration renforcée dans le domaine des conflits, de la violence et de la fragilité, dans plusieurs pays. Mais, ensemble, nous pouvons faire plus. Nous devons mieux utiliser les instruments et les ressources de nos institutions pour soutenir cet effort commun.

Cette étude conjointe sur la prévention des conflits violents —une première dans l'histoire de nos institutions— a été initiée en 2016 et conduite par une équipe des Nations Unies et du Groupe de la Banque mondiale dans un esprit de collaboration

renforcée visant à produire des résultats concrets dans nos pays-membres.

Elle reflète un processus de recherche et de consultation au niveau mondial visant à proposer des idées sur la façon dont les approches de développement peuvent mieux interagir avec d'autres outils pour prévenir les conflits violents.

L'étude, basée principalement sur une synthèse de recherche académique, a immensément bénéficié de consultations avec une grande diversité d'acteurs, y compris de gouvernements. C'est donc notre espoir que quelques-unes de ses conclusions seront utiles pour informer la formulation de politiques au niveau mondial.

L'étude est un élément d'un partenariat bien plus large et un premier pas vers un travail conjoint pour répondre aux immenses défis de notre temps. Nous avons hâte de poursuivre cette recherche de connaissance ensemble et d'employer ce savoir en soutien aux populations que nous servons.

*António Guterres*  
Secrétaire Général  
Nations Unies

*Jim Yong Kim*  
Président  
Groupe Banque mondiale



## Résumé exécutif

Une augmentation des conflits violents ces dernières années a causé une immense souffrance, des déplacements forcés et des besoins humanitaires de long terme. En 2016, le nombre de pays touchés par des conflits violents a été le plus élevé depuis près de 30 ans.<sup>1</sup> Le nombre de morts au combat enregistrés ont décuplé entre 2005 et 2016. Les attaques terroristes et leurs victimes ont aussi beaucoup augmenté ces quinze dernières années (Global Terrorism Database).

La montée de la violence affecte autant les pays à faible revenu que ceux à revenu intermédiaire, dont les institutions sont relativement fortes. Cela remet en question le postulat de longue date selon lequel la paix accompagnera la croissance des revenus et les avancées sociales, économiques et politiques constantes, qui ont caractérisé la fin du 20<sup>ème</sup> siècle (Forum économique mondial 2016; Fearon 2010; Humphreys et Varshney 2003). Si les tendances actuelles persistent, d'ici à 2030 -l'horizon visé par les Objectifs de Développement Durable-, plus de la moitié des pauvres dans le monde vivront dans des pays affectés par des niveaux élevés de violence (OCDE 2015).

Les avantages de l'action préventive semblent donc évidents. En effet, l'architecture mondiale pour la paix et la sécurité, forgée après la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale, est fondée sur l'engagement universel de « préserver les générations futures du fléau de la guerre » (Préambule, Charte des Nations

Unies). Pourtant, la nature changeante des conflits aujourd'hui pose un défi significatif à ce système. Alors que les conflits actuels sont souvent, à la fois, infranationaux et transnationaux, un engagement durable, inclusif et ciblé est requis à tous les niveaux.

Cette réalité a renforcé la nécessité pour les pays à risque et la communauté internationale de se focaliser sur l'amélioration des efforts de prévention, compris comme permettant d'éviter « l'éclatement, l'escalade et la continuation du conflit » (Assemblée Générale des NU 2016, Conseil de Sécurité des NU 2016). Pourtant, aujourd'hui, les dépenses et les efforts pour la prévention ne représentent qu'une fraction du montant consacré aux réponses aux crises et à la reconstruction.<sup>2</sup> Une transition de la gestion et de la réponse aux crises vers une prévention durable, inclusive et collective, peut sauver des vies et significativement réduire ces coûts.

### ***Chemins pour la paix: Mettre en place les fondations pour une attention renouvelée à la prévention***

*Chemins pour la paix : Approche inclusive pour la prévention des conflits violents* est une étude conjointe des Nations Unies et de la Banque mondiale. L'étude trouve ses

origines dans la conviction, de la part des deux institutions, qu'il est urgent, pour la communauté internationale, de recentrer son attention sur la prévention. Alors que les deux institutions sont gouvernées par des mandats différents et complémentaires, elles partagent un engagement, fondé sur les Objectifs du Développement Durable à l'horizon 2030, pour la prévention des conflits, comme contribution au progrès du développement, tel qu'il est exprimé dans les résolutions de l'Assemblée Générale et du Conseil de Sécurité sur la Consolidation de la paix,<sup>3</sup> et du 18<sup>ème</sup> réapprovisionnement de l'Association pour le Développement International de la Banque mondiale (IDA).<sup>4</sup>

Cette étude reconnaît que le Groupe de la Banque mondiale et les Nations Unies ont des avantages comparatifs séparés pour aborder la prévention des conflits et qu'ils ont des rôles et responsabilités différentes dans l'architecture internationale. C'est pourquoi, bien qu'un cadre d'ensemble soit essentiel pour mettre en œuvre les activités liées à la prévention, les conclusions et les recommandations de cette étude ne s'appliquent pas de la même manière à chaque organisation.

Le but de cette étude est de contribuer à améliorer la manière dont les processus de développement nationaux interagissent avec les efforts en matière de sécurité, de diplomatie, de justice et de droits humains, pour éviter que les conflits ne deviennent violents. Les publics qu'elle vise sont les décideurs politiques nationaux et le personnel des institutions multilatérales et régionales. Les recherches préparatoires et les revues de littérature, qui incluent 19 études de cas, furent préparées en partenariat avec des centres de recherche et des institutions académiques de premier plan. Des consultations régionales ont été menées au cours des années 2016-2017 avec des décideurs politiques, des membres de la société civile, des représentants d'organisations régionales, des organisations d'aide au développement et des bailleurs de fonds, en Afrique, en Asie, en Europe, au Moyen Orient, en Afrique du Nord et en Amérique du Nord.

## Huit messages essentiels pour la prévention

Les principales conclusions de l'étude s'articulent autour de huit messages clés.

- Les conflits violents ont augmenté après des décennies de déclin relatif. Les morts directement liés aux guerres, le grand nombre de populations déplacées, les dépenses militaires et les incidents terroristes, entre autres, ont aussi fortement augmenté depuis le début du siècle. Un contexte mondial en évolution rapide présente des risques, qui transcendent les frontières nationales et ajoutent à la complexité des conflits. Ceci demande que les décideurs politiques à tous les niveaux, du local au mondial, se mobilisent davantage, afin d'utiliser les outils et instruments à leur disposition d'une manière efficace et complémentaire.
- Les coûts humains et économiques des conflits à travers le monde exigent de tous ceux qui sont concernés qu'ils travaillent de manière plus collaborative. Les Objectifs de Développement Durable devraient être au cœur de cette approche. Les acteurs du développement doivent fournir plus de soutien aux programmes nationaux et régionaux de prévention, à travers un engagement plus flexible et plus soutenu. Les programmes de prévention, à leur tour, devraient être intégrés dans des politiques et des efforts de développement, car la prévention est économiquement rentable, sauve des vies et préserve les avancées du développement.
- La meilleure manière d'éviter que des sociétés ne sombre dans des crises, qui incluent sans s'y limiter les conflits, est d'assurer qu'elles soient résilientes, à travers des investissements dans le développement inclusif et durable. Pour tous les pays, répondre aux inégalités et à l'exclusion, en rendant les institutions plus inclusives et en s'assurant que les stratégies de développement tiennent compte des risques, est essentiel pour prévenir l'érosion du tissu social qui peut se transformer en crises.

- La première responsabilité pour l'action préventive incombe aux Etats, à travers leurs politiques nationales et la gouvernance du système multilatéral. Cependant, face à l'évolution du paysage mondial actuel, les Etats sont souvent un acteur parmi d'autres. Ils sont de plus en plus appelés à travailler entre eux et avec d'autres acteurs pour que leurs pays restent sur la voie de la paix.
- L'exclusion de l'accès au pouvoir, aux opportunités, aux services et à la sécurité, crée un terrain fertile pour la mobilisation autour de doléances collectives et la violence, surtout dans des régions où les capacités ou la légitimité de l'Etat est faible ou dans des contextes de violation des droits humains. Cette étude identifie des approches spécifiques que les Etats et d'autres acteurs peuvent adopter afin d'éviter la violence, notamment à travers des politiques plus inclusives.
- La croissance et la réduction de la pauvreté sont essentielles mais ne suffiront pas seules à maintenir la paix. Prévenir la violence requiert de s'écarter des politiques économiques et sociales traditionnelles, quand les risques augmentent ou sont élevés. Cela nécessite aussi la recherche de solutions inclusives, à travers le dialogue, des politiques macro-économiques adaptées, une réforme institutionnelle des fonctions essentielles de l'Etat et des politiques de redistribution.
- Une prise de décision inclusive est essentielle au maintien de la paix à tous les niveaux, comme le sont les politiques répondant aux aspirations économiques, sociales et politiques. Encourager la participation des jeunes gens, ainsi que les organisations, mouvements et réseaux qui les représentent, est crucial. La participation effective des femmes dans les économies et à tous les aspects liés à la paix et à la sécurité est fondamentale, notamment dans les processus de paix, où il a été démontré que leur participation avait un impact direct sur la durabilité des accords conclus.
- Parallèlement aux efforts de renforcement des capacités institutionnelles pour

contenir la violence, quand elle a lieu, agir de manière préventive demande de favoriser des systèmes, qui incitent les acteurs concernés à adopter des comportements pacifiques et coopératifs. Afin de prévenir plus efficacement la violence, de nouveaux mécanismes doivent être établis. Ils permettront de mettre en place, plus tôt, une plus grande synergie entre les divers outils et instruments de prévention, notamment la diplomatie et la médiation, la sécurité et le développement.

La présente étude démontre que la prévention fonctionne. De nombreux pays ont réussi à gérer des conflits à haut risque et à éviter qu'ils ne dégénèrent en violence. Ces expériences offrent des leçons en matière de prévention, qui peuvent s'appliquer à d'autres contextes. Il n'existe pas de formule unique et chaque situation est spécifique aux acteurs, institutions et structures de chaque société, mais des points communs peuvent être dégagés de ces expériences.

L'étude montre que la prévention est rentable d'un point de vue économique. Des analyses conduites pour la présente étude montrent qu'un système permettant de prévenir le déclenchement de la violence aurait des avantages économiques. Même dans le scénario le plus pessimiste, où l'action préventive serait rarement un succès, les économies nettes moyennes réalisées seraient de près de \$5 milliards par an. Dans le scénario le plus optimiste, les économies s'évalueraient à \$69 milliards par an (Mueller 2017).

## Situation des conflits violents

Alors que les conflits interétatiques restent rares, le nombre de conflits violents à l'intérieur des Etats a augmenté depuis 2010. De plus, les conflits à haute intensité, qui font rage dans certains pays, ont augmenté le nombre de victimes, avec une hausse brutale du nombre de morts liés au combat, qui a atteint un pic en 2014, soit son plus haut niveau depuis 20 ans (Allansson et al. 2017; Sundberg et al. 2012).

Cette augmentation du nombre de conflits est soudaine, mais ne représente pas encore une tendance à très long terme. La plupart des morts au combat surviennent dans le cadre d'un petit nombre de conflits. Les trois pays les plus meurtriers en 2016 (la Syrie, l'Afghanistan et l'Irak) représentent 76 pourcent des décès. Cependant, même si le nombre de morts au combat chute de manière significative avec la diminution des combats dans ces pays, il est estimé que ces conflits vont se prolonger et le risque de nouvelles vagues de violence reste élevé (Dupuy et al 2017).

Une grande part de cette violence est enracinée dans des pays à faible revenu. Cependant, certains des conflits les plus mortels et les plus complexes d'aujourd'hui se déroulent dans des pays à revenu intermédiaire, soulignant que le niveau de revenu et la prospérité ne sont pas une garantie contre la violence (OCDE 2016; Secrétariat de la déclaration de Genève 2015).

Le nombre, la diversité et l'impact des groupes armés ont augmenté. Nombres d'entre eux ne sont pas liés à des Etats. Parmi eux se trouvent des rebelles, des milices, des groupes armés trafiquants et des groupes violents extrémistes, qui peuvent se coaliser autour d'une même doléance, d'une identité, d'une idéologie ou d'une demande d'accès à des ressources économiques ou à une participation politique. L'adhésion et les alliances de ces groupes tendent à évoluer avec le temps, selon leurs ressources et leur commandement.

La violence se propage de plus en plus au-delà des frontières nationales: sur 47 conflits violents étatiques, 18 étaient internationalisés en 2016,<sup>3</sup> le plus haut niveau enregistré en une année depuis la fin de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale, à l'exception de 2015, où 20 conflits violents étatiques étaient internationalisés (UCDP 2017).

Les coûts engendrés par ces conflits sont énormes. Les morts au combat ne représentent qu'une partie de l'histoire des dégâts qu'infligent les conflits violents. Les civils sont de plus en plus vulnérables et une grande part des violences récentes a eu lieu dans des zones urbaines et a souvent ciblé des espaces publics (CICR 2017). De 2010 à 2016, le nombre de décès civils dans

des conflits violents a doublé (UCDP 2017). Beaucoup de morts civils résultent des effets indirects des conflits, tels que le manque de soins médicaux, l'insécurité alimentaire, les logements inadéquats ou la contamination de l'eau (UNESCWA, 2017; Small Arms Survey 2011).

Les conflits violents déplacent un nombre record de personnes. On estime à 65.6 millions le nombre de personnes forcées de quitter leur domicile à cause de la violence (UNHCR 2017). Entre 2005 et 2016, le nombre de déplacés internes (*internally displaced persons - IDPs*) a plus que quintuplé (UNHCR 2017; PNUD 2016). Sur la même période, le nombre de réfugiés a presque doublé, avec la majorité d'entre eux (55 pourcent) venant d'Afghanistan, du Soudan du Sud et de Syrie (UNHCR 2017). Plus de la moitié des réfugiés sont des enfants et nombre d'entre eux ont été séparés de leurs familles (UNHCR 2017).

Les conflits violents affectent différemment les hommes et les femmes. Durant un conflit, la majorité des combattants sont des hommes et sont plus susceptibles de mourir des effets directs de la violence. Les femmes, par contre, font face à un continuum d'insécurité avant, pendant et après le conflit (Crespo-Sancho 2017). La violence sexuelle et basée sur le genre a tendance à être plus élevée dans des contextes de conflit et de post-conflit qu'en période de paix, ainsi que le sont le recrutement des jeunes filles pour le trafic, l'esclavage sexuel et le mariage forcé (Kelly 2017; Crespo-Sancho 2017; Secrétaire Général des Nations Unies 2015; UN Women 2015; UNESCWA 2017). Dans les contextes d'insécurité, la mobilité des filles est souvent fortement limitée, réduisant leur accès à l'école, à l'emploi et aux autres opportunités (UN Women 2015). Pour les enfants et les jeunes, les effets à long terme de l'exposition à la violence et les difficultés du quotidien dans des environnements violents sont associés à une série de défis (Miller et Rasmussen 2010). Parmi ceux-ci : le risque accru de perpétrer la violence ou d'en être victime plus tard dans leur vie, le traumatisme psychologique et les effets négatifs sur le développement cognitif et social (Leckman Panter-Brick

et Salah 2014; Betancourt et al 2012; Huesman et Kirwil 2007; Blattman 2006; Shonkoff et Garner 2012).

Les coûts associés aux pertes économiques causées par les conflits exercent des pressions considérables sur les capacités de l'Etat. Le revenu par habitant en Afghanistan est resté jusqu'à aujourd'hui à son niveau des années 1970 du fait de la poursuite de la guerre. En Somalie, il a chuté de plus de 40 pourcent au cours de la même période (Mueller et Tobias 2016). De tels effets peuvent s'étendre aux pays voisins. En moyenne, les pays limitrophes des zones de conflits à haute intensité connaissent un déclin annuel de 1,4 point de pourcentage de leur PIB et un accroissement de 1,7 point de pourcentage de leur inflation (Rother et al. 2016).

## La nécessité de la prévention dans un monde interdépendant

La nature des conflits violents ne change pas de manière isolée. La multiplication des conflits violents est survenue dans un contexte mondial, où l'équilibre du pouvoir géopolitique est en évolution, et une poussée pour une gouvernance plus inclusive amène des voix nouvelles et de nouvelles exigences. Les « guerres par procuration » ne sont plus le domaine exclusif des grandes puissances traditionnelles. Dans le même temps, le nombre de sociétés, qui ont adopté des formats plus inclusifs de gouvernance politique, économique et culturelle ces trente dernières années, a beaucoup augmenté. Bien que la transition se soit passée de manière pacifique dans de nombreux pays, elle peut – si elle n'est pas gérée avec attention – également créer un espace favorisant l'émergence des contestations et des conflits.

Parallèlement, les tendances mondiales, qui évoluent rapidement, affectent la manière dont les gens et les sociétés opèrent et interagissent. Les avancées en matière de technologies de l'information et de la communication (TIC) représentent des opportunités importantes pour l'innovation, la croissance et le libre échange des idées. Cependant, au côté de ces opportunités apparaissent des risques. Les

avantages et l'accès aux TIC ne sont pas disponibles pour tous et ce qu'on appelle la « fracture numérique » menace d'approfondir l'écart entre pays développés et moins développés. De nouvelles technologies et l'automatisation sont en train de rapidement transformer l'industrie avec pour effet de réduire le besoin en travail non- et semi-qualifié. La connectivité permet aussi aux groupes transnationaux du crime organisé de se développer, permettant la transmission accélérée d'idéologies violentes et rendant les économies vulnérables à la cybercriminalité.

Le changement climatique présente également des défis nouveaux, surtout pour les pays et les communautés pauvres et vulnérables (Nordas et Gleditsch 2007). En soi, le changement climatique ne cause pas des conflits violents. Cependant, il engendre dans beaucoup de pays un stress majeur, surtout dans des situations fragiles, où les gouvernements ont des moyens limités pour aider leurs populations à s'adapter. Les risques liés au changement climatique peuvent se combiner et exacerber les risques de violence, à travers des facteurs comme l'insécurité alimentaire, les chocs économiques et les migrations (Schleussner et al 2016; Marc, Verjee et Mogaka 2015).

Le nouveau paysage mondial comprend des changements démographiques significatifs, qui peuvent créer des facteurs de stress nouveaux, ainsi que des opportunités pour les systèmes mondiaux et nationaux. Il y a déjà plus de jeunes gens dans le monde qu'à toute autre période de l'histoire — 1.8 milliards de personnes âgées de 10 à 24 ans — et l'écrasante majorité de jeunes gens vit dans des pays en développement, souvent déjà affectés par des conflits (UN DESA 2015). En Afrique, 60 pourcent de la population a moins de 25 ans (UN DESA 2015). Canaliser de façon positive le potentiel d'un nombre croissant de jeunes est un défi important. En outre, la croissance de la population, qui peut être une force positive pour les économies, exerce aussi une pression sur les marchés du travail, qui devront absorber environ 600 millions de nouveaux arrivants dans les 10 prochaines années (BIT 2016).

Ces changements démographiques ont lieu avec, en arrière-plan, une croissance économique mondiale lente et inégale. La valeur du commerce mondial, les exportations de marchandises et les services commerciaux ont tous substantiellement augmenté ces 70 dernières années, contribuant à la consolidation de la paix dans le sillage de la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale. Cependant, l'accélération du commerce a été marquée ces dernières années par des revers et une période prolongée de croissance modeste depuis la crise financière mondiale de 2007. En 2016, pour la cinquième année consécutive, la croissance était de moins de 3 pourcent. Dans le même temps, l'investissement direct étranger a aussi diminué, affectant négativement la croissance et la productivité (Hale et Xu 2016). Ces évolutions n'ont pas un impact direct sur les conflits violents, mais elles ajoutent une pression supplémentaire sur les systèmes et les personnes, tout en pouvant accroître la propension des groupes à se mobiliser autour de doléances liées à l'exclusion.

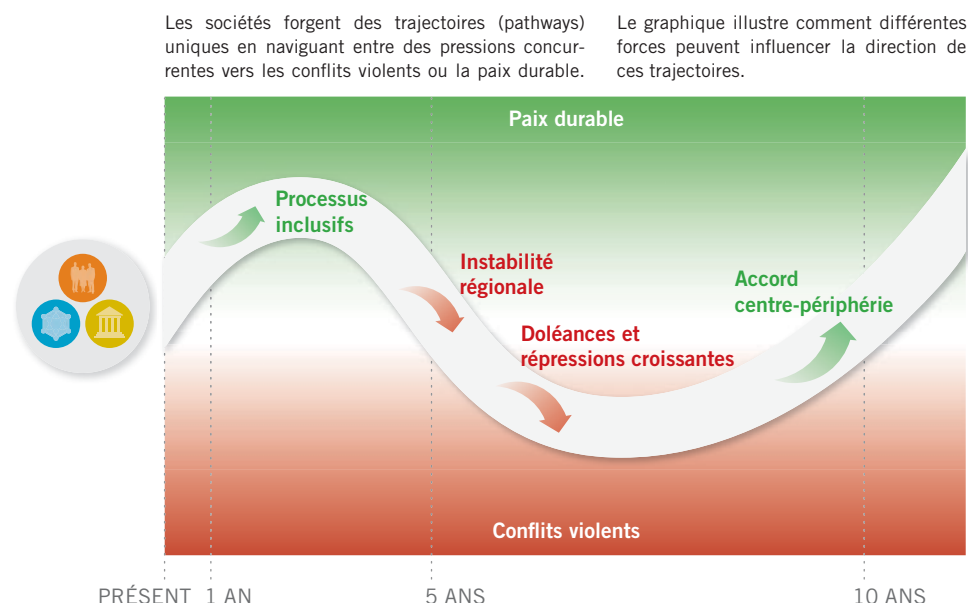
## Le cadre d'analyse des chemins pour la paix

La prévention signifie créer des incitations pour des acteurs afin qu'ils choisissent

d'agir pour résoudre des conflits sans violence. Un corollaire important est que des approches inclusives en terme de prévention devraient reconnaître et répondre aux doléances collectives assez tôt. La violence suit une trajectoire définie : une fois qu'elle prend racine, les incitations et les systèmes se réorientent de manière à entretenir la violence. Une prévention efficace requiert d'agir avant que les doléances ne se durcissent et que les menaces de violence ne réduisent les choix possibles pour les dirigeants et les élites, qui détiennent un pouvoir ou une influence sur la société.

La capacité d'une société à gérer la violence de manière constructive est testée en permanence par les risques, qui la poussent vers la violence, et par les opportunités de promouvoir le développement durable et la paix. Pour aider à visualiser comment ces risques et ces opportunités agissent sur et au sein d'une société, cette étude introduit le terme de « Chemin », pour désigner la trajectoire que chaque société trace, à travers l'interaction constante et dynamique de ses acteurs, institutions et facteurs structurels au cours du temps. Comme l'illustre la Figure 1, une société fait face à de nombreuses dimensions et niveaux de risques et d'opportunités, qui affectent sa trajectoire.

**FIGURE 1** Trajectoire entre paix durable et conflits violents



La trajectoire du « chemin » aide à conceptualiser l'aspect temporel de la prévention. Le comportement des acteurs locaux s'adaptera en fonction des événements et des décisions des autres acteurs. Réformer les institutions pour soutenir la paix et répondre à des facteurs structurels, qui sont à l'origine des doléances, peuvent prendre beaucoup de temps. Cet aspect temporel est important pour l'action internationale. Les acteurs du développement, par exemple, tendent à diminuer leur engagement ou bien à se retirer complètement, quand les risques s'intensifient. Les acteurs politiques et diplomatiques ont tendance, eux, à ne s'engager qu'une fois que les risques de violence sont élevés ou que la violence est déjà présente. Au contraire, une action viable et soutenue en faveur de la prévention de la violence est nécessaire dans l'ensemble des politiques et programmes sur le long terme.

### **Pourquoi les gens se battent : inégalités, exclusion et injustice**

Certains des risques de violence actuels les plus importants proviennent de la mobilisation des perceptions d'exclusion et d'injustice, qui sont enracinées dans les inégalités entre les groupes (Cramer 2003; Lichbach 1989; Østby 2013; Collier et Hoeffler 2004; Fearon et Laitin 2003). Quand un groupe, qui s'estime lésé, assigne le tort à d'autres ou à l'Etat, pour ce qu'il perçoit comme son exclusion économique, politique ou sociale, alors les émotions, les mémoires collectives, les frustrations face aux attentes inassouvies et les discours, qui incitent un groupe à la violence, peuvent tous jouer un rôle dans la mobilisation de la violence (Baghat 2017; Cederman, Wimmer et Min 2010; Justino 2017, Sargasyan 2017).

Les personnes s'assemblent en groupes sociaux pour des raisons subjectives et objectives diverses. Elles peuvent partager des sentiments, une histoire, des récits d'humiliation, des frustrations ou des identités, qui les motivent à agir collectivement, de différentes manières, à différents moments et face à différentes situations. Les perceptions

d'inégalité entre les groupes ont souvent plus d'impact en terme de mobilisation que les inégalités et l'exclusion objectivement mesurées (Stewart 2000, 2002, 2009; Rustad 2016). Cela comprend les inégalités dans la distribution et l'accès aux opportunités et au pouvoir politiques entre les groupes, notamment l'accès au pouvoir exécutif, à la police et à l'armée. L'exclusion fournit aux dirigeants des groupes les incitations pour susciter l'action collective afin de forcer (ou négocier) le changement.

L'exclusion créée par la répression étatique pose un sérieux risque de conflits violents (Stewart 2002; Piazza 2017; Bakker, Hill et Moore 2016). Les pays, où les gouvernements violent les droits humains, surtout les droits à l'intégrité physique, avec des pratiques comme la torture, les disparitions forcées, l'emprisonnement politique et les exécutions extrajudiciaires, sont plus exposés aux conflits violents (Cingarelli et Gibney 2017). Dans ces contextes, la répression crée des incitations à la violence, en renforçant la perception qu'il n'y a pas d'alternative viable pour exprimer des doléances et des frustrations.

Les sociétés, qui offrent plus d'opportunités aux jeunes de participer dans les sphères politiques et économiques et des voies qui renforcent leur mobilité sociale, ont tendance à connaître moins de violence (Paasonen et Urdal 2016; Idris 2016). Avec un accroissement mondial de la population jeune, la capacité à canaliser l'énergie et le potentiel de la jeunesse représente une opportunité forte pour ce "dividende démographique unique", comme le note la Résolution 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies en 2014 (UNSC 2015).

De même, des études portant sur plusieurs pays montrent que des niveaux élevés d'inégalité entre les hommes et les femmes et de violences sexuelles basées sur le genre dans une société sont associés à une plus grande vulnérabilité aux guerres civiles et interétatiques, ainsi qu'aux formes de violence plus graves employées dans les conflits (Georgetown Institute for Women, Peace and Security and Peace Research Institute Oslo 2017; Hudson et al. 2009; Caprioli et al. 2007; Kelly 2017). Des changements dans le statut ou la

vulnérabilité des femmes, comme une augmentation de la violence conjugale ou la réduction de la scolarisation des filles, sont souvent vus comme des signes avant-coureurs de l'insécurité sociale et politique (Hudson et al 2012). La prévention des conflits violents nécessite une attention soutenue aux expériences des femmes et aux mesures qui assurent leur participation à la vie politique, sociale et économique. Il semble que lorsque les femmes sont amenées à jouer des rôles dirigeants et peuvent participer activement dans des négociations de paix, les accords qui en résultent ont tendance à durer plus longtemps et leurs résultats génèrent plus de satisfaction (UN Women 2015; Paffenholz et al. 2017; O'Reilly, Ó Súilleabháin et Paffenholz 2015; Stone 2015).

## Ce pour quoi les gens se battent : les arènes de la contestation

Inégalité et exclusion se manifestent de la manière la plus flagrante dans des arènes liées à l'accès au pouvoir politique et à la gouvernance, à la terre, à l'eau et aux ressources extractives, l'accès aux services de base, et enfin la justice et la sécurité. Comme ces arènes sont les espaces, où les moyens d'existence et le bien-être sont définis et défendus, l'accès à ces arènes peut devenir littéralement une question de vie ou de mort. Les arènes reflètent au sens large l'équilibre du pouvoir dans la société et, de ce fait, elles sont hautement contestées et sont des domaines, où les réformes sont très difficiles.

*La compétition pour le pouvoir est une source séculaire de conflit.* Les équilibres et les déséquilibres de pouvoir peuvent rendre une société vulnérable à la violence. L'expérience montre que les accords de partage du pouvoir plus inclusifs et représentatifs diminuent le risque de conflits violents. La décentralisation, la dévolution ou l'autonomisation de régions infranationales peuvent aider à concilier la diversité et à abaisser les risques de violence au niveau national.

*Des ressources telles que la terre, l'eau et les ressources extractives sont des sources de*

*friction traditionnelles.* Les effets du changement climatique, de la croissance démographique et de l'urbanisation intensifient les risques. Les disputes autour de ces ressources ont dégénéré en conflits violents et en instabilité à travers le monde. Un meilleur partage des ressources et des bénéfices qui en proviennent, ainsi qu'un renforcement des mécanismes de résolution des conflits au niveau local, doivent faire l'objet d'une attention particulière.

*La fourniture de services* n'est pas directement liée à la violence, mais elle a un effet sur la légitimité de l'Etat et sa capacité à régler par la médiation des conflits (Brinkerhoff, Wetterberg et Dunn 2012; Sacks et Larizza 2012; Stel et Abete 2014). La manière dont les services sont fournis, l'inclusivité et les perceptions d'équité dans leur délivrance, comptent autant et peut-être plus encore que leur qualité (Sturge et al 2017).

*Les institutions de sécurité et de justice,* qui fonctionnent équitablement et en conformité avec l'Etat de droit, sont essentielles pour prévenir la violence et maintenir la paix. La redevabilité des forces de l'ordre envers les citoyens, le renforcement des approches communautaires relatives à la police et une efficacité améliorée des mécanismes de recours font partie des réponses, souvent nécessaires.

## Ce qui marche : comment des pays ont réussi à gérer les contestations et à prévenir les conflits violents

S'appuyant sur le modèle des chemins pour la paix, l'étude décrit l'expérience d'acteurs nationaux dans trois domaines clés : élaborer des incitations pour les acteurs de paix, réformer les institutions pour promouvoir l'inclusion et répondre aux facteurs structurels qui alimentent les doléances. A partir de ces expériences, des schémas communs émergent, même si des prescriptions spécifiques manquent encore. Dans l'ensemble, l'étude suggère qu'une stratégie de prévention efficace est une entreprise collective — dirigée par les acteurs nationaux et locaux, bâtie sur des atouts existants et soutenue aux niveaux international et régional.<sup>6</sup>

Un dilemme fondamental pour tous les pays examinés est que les incitations à la violence sont souvent particulières et spécifiques à un individu ou à un groupe, alors que les incitations à la paix sont souvent incertaines et diffuses (Banque mondiale 2017). Pour créer ces incitations, les gouvernements ont profité de moments de transformation opportuns pour introduire des réformes de long-terme et des investissements ciblant des facteurs structurels, tout en mettant en œuvre des initiatives immédiates qui soutenaient la confiance en des engagements plus inclusifs à venir.

Les cas les plus réussis ont mobilisé une coalition d'acteurs nationaux pour influencer les incitations à la paix, mobilisant les avantages comparatifs de la société civile, y compris les groupes de femmes, des communautés de croyants et le secteur privé, pour gérer les tensions. Un leadership décisif a fourni des incitations au recours à des moyens pacifiques de règlement des conflits, notamment en s'appuyant sur des narratifs de réconciliation et en faisant appel à des normes et des valeurs qui soutiennent la résolution pacifique des conflits (Banque mondiale 2011).<sup>7</sup>

De plus, que ce soit avant ou après les épisodes de violence, les pays qui ont mis en place des trajectoires vers une paix durable se sont lancés dans le processus confus et contesté des réformes institutionnelles. Étendre l'accès aux arènes de contestation a été essentiel pour accroître la représentation de différents groupes sociaux et atténuer les doléances liées à l'exclusion. Souvent, le moment d'opportunité, ayant mené à la paix durable, a permis une distanciation avec les approches sécuritaires pour adopter des approches plus larges, qui mobilisaient un ensemble de secteurs de la société en faveur des réformes institutionnelles.

Parallèlement à la réforme institutionnelle, dans la plupart des cas, les gouvernements ont investi dans des réponses aux problèmes structurels, en lançant des programmes ciblant des doléances socio-économiques, en redistribuant les ressources et en répondant aux abus qui ont été commis, y compris pendant les épisodes de violence.

Dans ces expériences, le plus grand défi ne résidait pas tant dans l'accès à la

connaissance des risques, mais dans le processus controversé de hiérarchisation des risques et de savoir à quel risque répondre et à quel moment. Cela s'explique en partie par le fait que la violence réduit les options pour la prise de décision, qui est nécessaire à l'investissement dans les institutions ou problèmes structurels nécessaires à une paix durable. Les conflits n'ont pas amené des ressources aux États mais, à l'inverse, des mesures pour équiper la police, l'armée ou mener des opérations sécuritaires ont grevé les budgets nationaux. De plus, l'action préventive a parfois été impopulaire, avec souvent une exigence populaire pour de sécurité visibles et tangibles, qui prennent le pas sur des réponses plus complexes et de plus long terme pour adresser les causes de la violence difficile à mettre en place.

Dans ces processus, des règlements politiques formels, ou du moins des règlements durables, ont eu leur importance, mais ont été plutôt rares. Dans plusieurs cas, les règlements politiques ont été uniquement mis en œuvre pour répondre à des aspects spécifiques des conflits, alors que leurs causes sous-jacentes étaient ciblées plus généralement par l'action gouvernementale. Dans d'autres cas, les règlements politiques n'ont pas été utilisés dans le cadre des processus de prévention, qui se sont directement focalisés sur les demandes des populations.

## Un système mondial de la prévention sous pression

Depuis la fin de la Guerre froide, l'architecture multilatérale pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix post-conflit a eu des difficultés à s'adapter à une situation qui évoluait rapidement, sur le terrain et au niveau mondial. Malgré de nombreux défis, il y a eu des réussites évidentes.

A un niveau systémique, des cadres normatifs et légaux internationaux existent pour réglementer les instruments et la conduite des guerres, protéger les droits de l'Homme et répondre aux menaces mondiales, comme le changement climatique, le terrorisme et les réseaux criminels transnationaux, ainsi que promouvoir des

approches inclusives de développement (les ODD).

Au niveau opérationnel, les Nations Unies et des organisations régionales, comme l'Union africaine et l'Union européenne, ont fourni des fora mondiaux et régionaux pour coordonner les réponses internationales aux menaces contre la paix et la stabilité. Cela a produit des outils importants – comme la diplomatie préventive, les sanctions et le maintien de la paix – qui se sont avérés essentiels pour prévenir les conflits, négocier des cessez-le-feu et des accords de paix et pour soutenir les processus de redressement post-conflit et de transition.

Comme ces conflits proviennent de plus en plus du comportement des institutions clés des États, en même temps qu'ils les affaiblissent, les initiatives internationales et régionales ont accompagné les efforts locaux avec davantage de coordination et mis en commun des ressources en matière de développement, de diplomatie et de sécurité.

Alors que cette évolution est la bienvenue, les conflits devenant plus fragmentés, complexes et transnationaux, ces outils sont profondément remis en cause par l'émergence d'acteurs non-étatiques, des idéologies qui rejettent le droit humanitaire international et par l'accroissement de la guerre par procuration.

Ces constatations montrent la nécessité croissante de mettre l'accent sur les facteurs de risques endogènes, qui engendrent la violence, et sur le soutien aux pays dans leur réponse à leurs propres crises.

## **Construire des approches inclusives pour la prévention**

La prévention est un long processus de renforcement et d'orientation de la trajectoire d'une société vers la paix. La présente étude a accumulé d'innombrables preuves que la prévention requiert une attention et une action soutenues, inclusives et ciblées. La prévention appelle à des changements profonds dans la manière dont les acteurs, régionaux et internationaux, opèrent et coopèrent, afin que les risques de conflits

violents soient identifiés et résolus, avant qu'ils ne dégénèrent en crise. Cependant, peu d'incitations pour cette coordination, collaboration et coopération existent actuellement. En effet, l'action préventive est souvent focalisée sur la gestion des crises, au lieu de résoudre les risques sous-jacents de conflits, même lorsque des solutions existent.

*Chemins pour la paix* identifie trois principes essentiels pour la prévention.

- La prévention doit demeurer soutenue le temps nécessaire, afin de résoudre de manière exhaustive les problèmes structurels, consolider les institutions et adapter les incitations proposées aux acteurs pour gérer les conflits sans violence. Il est aisé mais erroné de voir la prévention comme un compromis entre le court et le long terme. Seul un investissement durable dans toutes les réponses aux risques assurera des résultats durables, alors que des investissements dans le domaine du développement devraient être intégrés dans des stratégies globales, comprenant des actions politiquement viables de court et de long terme. Le besoin de durabilité implique un juste équilibre entre efforts et ressources, pour que l'action ne soutienne pas seulement la gestion de crises.
- La prévention doit être inclusive et bâtir des partenariats élargis avec tous les groupes pour identifier et répondre aux doléances, qui alimentent la violence. Trop souvent, l'action préventive se focalise sur les exigences des acteurs, qui contrôlent les moyens de violence et les positions de pouvoir. Dans des conflits complexes, fragmentés et de longue durée, la prévention, axée sur une approche inclusive, place la compréhension des doléances et la capacité à agir au centre de l'engagement national et international. Cette approche reconnaît l'importance de comprendre les personnes et leurs communautés : leur confiance dans les institutions et en l'avenir, leurs perceptions du risque et leur expérience de l'exclusion et de l'injustice.

- La prévention doit cibler activement et directement les schémas d'exclusion et de faiblesse institutionnelles, qui augmentent les risques. Une prévention réussie dépend de mesures proactives et ciblées, avant, pendant et après les violences. Les conflits modernes éclatent, lorsque des groupes contestent l'accès au pouvoir, aux ressources, aux services et à la sécurité. Parallèlement aux efforts pour atténuer les impacts de la violence et amorcer la désescalade du conflit, une action préventive doit activement et directement cibler les doléances et l'exclusion dans tous les domaines essentiels à risques.

## Mettre en place des stratégies nationales de prévention

L'Etat porte la principale responsabilité pour prévenir les conflits et orienter la trajectoire du pays vers le développement durable et la paix. Quelques recommandations pour une action nationale efficace en partenariat pour la prévention sont présentées ci-dessous.

### Suivre les risques de conflit

L'engagement précoce dans l'action préventive requiert de s'écarter d'une approche qui privilégie une réponse aux signes immédiatement précurseurs de la violence pour adopter une prise de conscience des risques à long terme :

- Identifier l'exclusion et l'inégalité réelles et perçues, qui nécessite de renforcer les capacités d'identification, de mesure et de suivi des indicateurs des Objectifs du Développement Durable.<sup>8</sup>
- Renforcer les systèmes d'alerte précoce nationaux et élaborer des systèmes, qui peuvent efficacement influencer la mise en œuvre de réponses précoces par les acteurs nationaux à différents niveaux.
- Mettre à profit la technologie pour améliorer le suivi des risques, en particulier dans les zones reculées et affectées par les conflits, notamment avec l'utilisation des TIC et les méthodes de collecte de données en temps réel.

- S'assurer que les enquêtes et les collectes de données mesurent l'inégalité, l'exclusion et les perceptions, soient sensibles aux conflits et soient adaptées aux capacités.<sup>9</sup>

### Gérer différentes dimensions du risque

Les acteurs nationaux font souvent face à des risques multiples avec des budgets, un capital politique et un temps limités.

- Réunir les institutions et les acteurs dans un cadre commun pour soutenir la paix et le développement, qui priorise les risques de conflits.
- Cibler les risques dans l'espace géographique avec des investissements et d'autres actions, notamment dans les zones frontalières et périphériques, où les doléances et la violence sont plus susceptibles d'exister.
- Gérer l'impact des chocs, quand les tensions sont fortes.
- Orienter les actions et les ressources vers des risques identifiés dans des arènes, où l'exclusion et les doléances émergent et qui concernent l'accès au pouvoir, aux ressources, aux services, à la sécurité et à la justice. La contestation et les conflits peuvent être gérés par des politiques de redistribution, parmi les actions possibles.

### Aligner paix, sécurité et développement pour la prévention

L'un des objectifs de *Chemins pour la paix* est de stimuler une réflexion nouvelle sur la relation entre développement, paix et sécurité — une relation qui prend une forme concrète dans les approches inclusives pour la prévention des conflits. Une stratégie cohérente, qui peut être maintenue dans le temps, exige des niveaux de planification et de mise en œuvre intégrés qui posent souvent des défis aux acteurs du développement, de la sécurité, de l'humanitaire et du politique. Chacun a des avantages comparatifs à différents niveaux de risques, mais une prévention soutenue, inclusive et ciblée requiert qu'ils se coordonnent plus efficacement.

Voici quelques recommandations pour un meilleur alignement.

### **S'assurer que les approches de sécurité et de développement soient compatibles et se soutiennent mutuellement**

Ceci nécessite un rééquilibrage entre objectif de croissance et de stabilité, car les groupes, qui s'estiment lésés et dont l'exclusion peut poser des risques de conflit, peuvent ne pas être les plus pauvres et ne pas se trouver dans les régions à fort potentiel de croissance économique. Là où des interventions sécuritaires sont justifiées, des services sociaux et un appui économique devraient aussi être fournis, afin que les forces de sécurité ne soient pas la seule interface entre l'Etat et la population.

### **Bâtir les capacités et allouer des ressources pour s'assurer que les doléances soient négociées rapidement et de manière transparente**

Le renforcement des capacités peut être assuré à travers la formation, le développement de services d'orientation et le renforcement des institutions. Le soutien aux efforts de médiation locaux et nationaux peut être intégré dans la planification et la programmation au niveau local (Rakotomalala 2017).

### **Impliquer les acteurs au-delà de l'Etat dans des plateformes pour le dialogue et la consolidation de la paix**

De nombreux acteurs impliqués dans les conflits actuels ne sont pas directement accessibles aux institutions ou aux agents de l'Etat. La prévention inclusive implique de porter une attention particulière au renforcement des capacités de la société – et pas seulement de l'Etat – pour prévenir les conflits. La prévention inclusive est un processus du bas vers le haut, qui devrait impliquer un éventail de personnes et de groupes aussi large que possible. Les coalitions devraient refléter l'importance des jeunes, des femmes, du secteur privé et des organisations de la société civile.

### **Adopter une approche centrée sur les personnes**

Une telle approche devrait inclure la promotion de l'engagement citoyen dans les programmes de développement et la résolution des conflits locaux pour autonomiser et responsabiliser les groupes sous-représentés, comme les femmes et les jeunes. Les systèmes de fourniture des services devraient chercher à faire des populations des partenaires dans la conception et la délivrance des services publics par l'intégration d'éléments participatifs et consultatifs pour tout ce qui est relatif à la planification et à la programmation dans des domaines à risques de conflits violents.

### **Dépasser les obstacles à la coopération pour la prévention**

Les organisations de développement devraient adapter les incitations en faveur de la prévention. Les acteurs du développement international et les banques multilatérales de développement sont limités, par leurs mandats, les accords intergouvernementaux et les cultures institutionnelles, dans leur engagement avec les gouvernements sur les risques. Les organisations de développement devraient faire en sorte que la prévention soit une priorité importante dans leurs documents de programmation.

### **Partager les évaluations des risques**

En l'absence d'un processus cohérent de partage des données, beaucoup d'organisations effectuent des évaluations de différents risques, en utilisant différents indicateurs. Ces données restent pour la plupart internes à ces organisations et ne sont pas partagées avec le gouvernement national ou avec d'autres acteurs nationaux pertinents, le plus souvent parce que ces informations sont considérées comme politiquement sensibles. Le suivi des risques et les méthodologies d'évaluation doivent également être plus largement partagés, avec une attention particulière portée au développement de systèmes de mesure communs, couvrant les différents risques pour le développement, la paix et la sécurité.

### **S'engager sur des mécanismes collectifs pour identifier et comprendre les risques aux niveaux régional, national et infranational**

L'absence de mécanismes efficaces se traduit en actions ad hoc et fragmentées parmi les partenaires internationaux.

### **S'assurer que les évaluations conjointes des risques formulent des priorités décidées conjointement**

Les évaluations conjointes des risques devraient être basées sur des indicateurs agréés à l'avance, qui permettent de suivre l'évolution des tendances dans le temps. Par exemple, l'évaluation conjointe de relèvement et de consolidation de la paix, réalisée par les Nations Unies, l'Union européenne et la Banque mondiale (joint United Nations-European Union-World Bank Recovery and Peacebuilding Assessment (RPBA)), offre l'une de ces approches pour harmoniser les priorités. Actuellement utilisée principalement pendant et immédiatement après un conflit, cette approche pourrait être utilisée plus en amont et transformée en plateformes conjointes pour prioriser les risques.

### **Construire des partenariats régionaux et mondiaux plus forts**

Les efforts devraient inclure le renforcement des analyses et des stratégies régionales pour la prévention et le partage des analyses de risques, dans la mesure du possible, au niveau régional.

### **Explorer de nouveaux modes d'investissements pour la prévention**

Le financement de la prévention continue à éviter les risques et à se focaliser sur les crises. En conséquence, les modèles actuels sont trop lents pour saisir les fenêtres d'opportunité et trop volatils pour assurer une prévention durable. Des initiatives complexes et à plusieurs niveaux sont souvent limitées par le manque de ressources nécessaires et aisément disponibles, résultant en des tentatives *ad hoc* de mobilisation de ressources auprès des bailleurs de fonds, ce qui aboutit souvent à des réponses retardées ou incomplètes. Voici quelques

options : consolider le soutien aux capacités nationales de financement pour la prévention ; combiner différentes formes de financement ; et renforcer le financement d'efforts régionaux de prévention.

## **Conclusion**

Un mouvement d'envergure en faveur de la prévention de la violence et pour le maintien de la paix offre des gratifications en termes de vies épargnées. *Chemins pour la paix* présente aux acteurs nationaux et internationaux un programme d'action pour assurer que l'attention, les efforts et les ressources soient focalisés sur la prévention. Aujourd'hui, les conséquences de l'échec à agir ensemble sont évidents et alarmants et l'appel pour une action urgente n'a peut-être jamais été plus clair. C'est maintenant qu'il faut agir.

## **Notes**

1. UCDP 2017. Le UCDP/PRIO Armed Conflict Dataset 2017 enregistre tout conflit étatique, où au moins un acteur est le gouvernement d'un Etat et qui cause au moins 25 morts liés au combat en une année calendaire. Il couvre les années 1946 à 2016. Les données UCDP, qui enregistrent les conflits violents non-étatiques et unilatéraux qui causent au moins 25 morts liés au conflit en une année calendaire, couvrent les années 1989 à 2016.
2. Par exemple, l'aide publique au développement aux pays à haut risque de conflit est en moyenne de \$250 millions par an, légèrement au-dessus du montant alloué aux pays en paix, mais augmente à \$700 millions lors de conflits ouverts et \$400 millions pendant les années de relèvement. De même, le soutien au maintien de la paix est estimé en moyenne à \$30 millions par an dans les pays à haut risque, comparé à \$100 millions pour les pays en conflit ouvert et \$300 lors des phases de relèvement. Voir Mueller 2017.
3. Assemblée générale NU 2016 (A/RES/262) et Conseil de sécurité NU 2016 (UNSC Résolution 2282). Cette étude a été grandement informée par – et bâtie sur – des revues récentes par les Nations Unies et la Banque mondiale. Celles-ci comprennent

les Rapports sur le développement de la Banque mondiale 2011 et 2017, le rapport des Nations Unies (2015) du groupe consultatif d'experts (Advisory Group of Experts); l'étude des NU de 2015 sur femmes, paix et sécurité ; le rapport 2015 du High-Level Panel on Peace Operations (HIPPO) des Nations Unies; et le rapport 2016 High-Level Panel Report on Humanitarian Financing des Nations Unies.

4. Les gouvernements nationaux et d'autres acteurs locaux sont la fondation et le point de référence pour l'action préventive (voir Assemblée Générale des Nations Unies, 2016 (A/RES/70/262), Conseil de Sécurité des Nations Unies 2016 (UNSC Résolution 2282) et articles 2 et 3 Charte des Nations Unies). Les résolutions de soutien à la paix ont réaffirmé ces principes. La Résolution UNSC 2282 reconnaît « la responsabilité première des autorités et des gouvernements nationaux pour ce qui est de recenser, de déterminer et de cibler les priorités, les stratégies et les activités axées sur la pérennisation de la paix et, à cet égard, soulignant que l'ouverture est essentielle pour faire avancer les processus nationaux et servir les objectifs de consolidation de la paix des pays si l'on veut faire en sorte que les besoins de tous les groupes de la société soient pris en compte ».
5. UCDP définit le conflit internationalisé comme celui où une des parties est un Etat et l'autre partie est non étatique et où un Etat extérieur intervient pour le compte de l'un de ceux-ci (UCDP 2017).
6. Les illustrations sont tirées des études de cas et des recherches commandées pour cette étude et une revue plus large de la littérature pertinente. Les études de cas couvrent le Burkina Faso, le Burundi, la République centrafricaine, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, le Ghana, le Guatemala, l'Indonésie, l'Irlande du Nord, la Jordanie, le Kenya, le Kirghizstan, le Malawi, le Maroc, le Népal, le Niger, la Sierra Leone, le Soudan du Sud et la Tunisie.
7. Outre des moments de transition, comme des catastrophes naturelles ou des chocs économiques mondiaux, des opportunités peuvent survenir quand la tolérance d'une société pour la violence change.
8. Plusieurs cibles et indicateurs ODD pourraient être pertinents pour évaluer les risques d'inégalité horizontale. Spécifiquement, des

cibles essentielles centrales incluent ODD5 (5.1 Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles); ODD10 (10.2 D'ici à 2030, autonomiser toutes les personnes et favoriser leur intégration sociale, économique et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur race, de leur appartenance ethnique, de leurs origines, de leur religion ou de leur statut économique ou autre; et 10.3 Assurer l'égalité des chances et réduire l'inégalité des résultats, notamment en éliminant les lois, politiques et pratiques discriminatoires et en promouvant l'adoption de lois, politiques et mesures adéquates en la matière); et ODD16 (16.3 Promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et donner à tous accès à la justice dans des conditions d'égalité; et 16.7 Faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions)

9. Mettre en œuvre le suivi des perceptions et des problèmes, car l'inégalité horizontale requiert la mise en place de plusieurs garde-fous. Les gouvernements et d'autres acteurs peuvent utiliser des questions sur les perceptions, l'identité et les aspirations pour identifier certains groupes, les cibler pour des objectifs sécuritaires, leur refuser des droits ou pratiquer des politiques discriminatoires. Il est essentiel qu'une grande attention soit portée à la protection des droits individuels et collectifs de la population interrogée et aux personnes collectant les informations.

## Références

- Bakker, Ryan, Daniel W. Hill, and Will H. Moore. 2016. "How Much Terror? Dissidents, Governments, Institutions, and the Cross-National Study of Terror Attacks." *Journal of Peace Research* 53(5): 711-726.
- Betancourt, T. S., McBain, R., Newnham, E. A., & Brennan, R. T. (2012). Trajectories of internalizing problems in war-affected Sierra Leonean youth: Examining conflict and postconflict factors. *Child Development*, 84, 455-470.
- Blattman, C. 2006. *The Consequences of Child Soldiering*. University of California, Berkeley.
- Bøås, Morten, Stein, Sundstøl Eriksen, Tine Gade, Jon Harald Sande Lie et Ole Jacob

- Sending. 2017. "Conflict Prevention and Ownership: Limits and Opportunities for External Actors." Norwegian Institute of International Affairs (NUPI). Document préparatoire pour l'étude NU-BM, "Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict," Banque mondiale, Washington, DC.
- Bob-Milliar, George. 2017. "Sustaining Peace: Making Development Work for the Prevention of Violent Conflicts: Ghana and Cote d'Ivoire Compared." Etude de cas pour l'étude NU-BM, "Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict," Banque mondiale, Washington, DC.
- Brack, D. et Hayman, G. (2006), 'Managing Trade in Conflict Resources', in Brown, O., Halle, M., Pena-Moreno, S. et Winkler, S. (eds), Trade, Aid and Security, Londres: Earthscan
- Brinkerhoff, D., Wetterberg, A. et Dunn, S. 2012. "Service Delivery and Legitimacy in Fragile and Conflict-Affected States." *Public Management Review* 14 (2): 273-93.
- Call, C. 2012. Why Peace Fails: The Causes and Prevention of Civil War Recurrence
- Caprioli, M., Hudson, V., McDermott, R., Emmett, C., & Ballif - Spanvill, B. (2007). Putting Women in Their Place. The Baker Journal Of Applied Public Policy, 1 (1): 12-22.
- Cingranelli, D., M. Gibney, P. Haschke, R. Wood, D. Arnon et B. Mark. 2017 "Human Rights Violations and Violent Conflict. Document préparatoire pour l'étude Pathways to Peace. avril.
- Colletta N. et Oppenheim, B. 2017 Subnational Conflict: Dimensions, Trends, and Options for Prevention. Document préparatoire pour "Pathways for Peace"
- Collier, Paul., & Hoeffler, A. 2004. Greed and Grievance in Civil War. Oxford Economic Papers, 56 (4): 563-595.
- Cramer, Christopher. 2003. Does inequality cause conflict? *Journal of International Development*, 15 (4):397-412.
- Crespo-Sancho, C. 2017. "Conflict Prevention and Gender." Document préparatoire pour l'étude NU-BM prévention du conflit.
- Crocker et All 2017. The Fabric of Peace in Africa: Looking Beyond the State.
- DCAF. 2017. Geneva Centre for the Democratic Control of Armed Forces (DCAF) "The Contribution and Role of SSR in the Prevention of Violent Conflict." Rapport. Document préparatoire pour l'étude NU-BM, "Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict," Banque mondiale, Washington, DC.
- Drew, Elizabeth. 2017. "Assessing the Links between Extractive Industries and the Prevention of Violent Conflict: A Literature Review." Document préparatoire pour l'étude NU-BM, "Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict," Banque mondiale, Washington, DC.
- Dupuy, Kendra, Scott Gates, Håvard Mokleiv Nygård, Ida Rudolfson, Siri Aas Rustad, Håvard Strand, Henrik Urdal. 2017. "Trends in Armed Conflict 1946-2016" PRIO Conflict Trends 02/2017 <https://www.prio.org/utility/DownloadFile.aspx?id=1373&type=publicationfile>
- Fearon, James et David Laitin. 2003. Ethnicity, Insurgency, and Civil War. *American Political Science Review*, (97): 75-90.
- Geneva Declaration Secretariat. 2015. *Global Burden of Armed Violence 2015: Every Body Counts*. Genève: Genève Declaration Secretariat.
- Georgetown Institute for Women, Peace and Security and Peace Research Institute Oslo. (2017). "Women, Peace and Security Index 2017/18: Tracking Sustainable Peace through Inclusion, Justice, and Security for Women." Washington, DC: GIWPS and PRIO.
- Global Terrorism Database (GTD) 2017. <https://www.start.umd.edu/gtd/>
- Griffin, M. A paraître. "The UN's Role in a Changing Global Landscape." In *The Oxford Handbook on the United Nations*, 2nd ed., ed. Thomas G. Weiss and Sam Daws. Oxford: Oxford University Press.
- Gurr, Ted Robert. 1970. Why Men Rebel. Princeton, NJ: Princeton University Press.
- Hale, Galina and Xu, Mingzhi. 2016. "FDI effects on the labor market of host countries." No 2016-25, Working Paper Series, Federal Reserve Bank of San Francisco.
- Hudson, V., Caprioli, M., Ballif-Spanvill, B., McDermott, R., & Emmett, C. (2009). The Heart of the Matter: The Security of Women and the Security of States.
- Hudson, V., Ballif - Spanvill, B., Caprioli, M., & Emmett, C. (2012). Sex and world peace. New York: Columbia University Press.

- Huesmann, L.R. and Kirwil, L., 2007. Why observing violence increases the risk of violent behavior in the observer. Cambridge University Press.
- CICR. 2017a. *City at War*. Special Report. Genève, SSuisse.
- Idris, I. 2016. Youth unemployment and violence: Rapid literature review. GSDRC, University of Birmingham, Birmingham, UK.
- BIT 2016. "World Employment and Social Outlook 2016: Trends for youth". [http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_513739.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_513739.pdf)
- Jaffrey, Sana. 2017. "Sustaining Peace: Making Development Work for the Prevention of Violent Conflicts. Case Study: Indonesia." Etude de cas pour l'étude NU-BM, "Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict," Banque mondiale, Washington, DC.
- Justino, Patricia. 2017. "Linking Inequality and Political Conflict: The Role of Social Mobilization and Collective Action." Institute for Development Studies. Document préparatoire pour l'étude NU-BM, «Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict,» Banque mondiale, Washington DC.
- Kelly, J. 2017. "Intimate Partner Violence and Conflict: Understanding the Links between Political Violence and Personal Violence." Document préparatoire pour l'étude NU-BM prévention du conflit.
- Langer, A. et Smedts, K. 2013. Seeing is not believing: perceptions of horizontal inequalities in Africa. Centre for Research on Peace and Development. Working Paper No. 16.
- Leckman, J. F., Panter-Brick, C. et Salah, R., eds. 2014. ch. 5, 7 and 11 in *Pathways to Peace: The transformative power of children and families*, MIT Press, Cambridge, Mass.
- Lichbach, M. I. (1989). An Evaluation of "Does Economic Inequality Breed Political Conflict?" Studies. World Politics.
- Marc, A.; N. Verjee et S. Mogaka, Stephen. 2015. *The Challenge of Stability and Security in West Africa*. Africa Development Forum; Washington, DC: Banque mondiale et Agence Française de Développement. © Banque mondiale.
- Miller, & Rasmussen, A. 2010. War exposure, daily stressors, and mental health in conflict and post-conflict settings: bridging the divide between trauma-focused and psychosocial frameworks. *Journal of Social Science Medicine*. 70 (1): 7-16.
- Mogaka, Stephen. 2017. "Competition for Power in Africa: Inclusive Politics and Its Relation to Violent Conflict." Document préparatoire pour l'étude NU-BM, "Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict," Banque mondiale, Washington, DC.
- Mueller, H. 2017. "How Much Is Prevention Worth?" Document préparatoire pour l'étude NU-BM prévention du conflit.
- Nordas, R. and N. P. Gleditsch. 2007. "Climate change and conflict." *Political Geography* 26(6), 627-638.
- Nygard, H., Baghat, K., G. Barrett, K. Dupuy, S. Gates, S. Hillesund, S.A. Rustad, H. Strand, H. Urdal et G. Østby 2017. "Inequality and Armed Conflict: Evidence and Data." Peace Research Institute Oslo (PRIO). Document préparé pour l'étude, avril.
- OCDE Organisation pour la coopération économique et le développement. 2016. *States of Fragility Report 2016*. Paris: Organisation pour la coopération économique et le développement.
- OCDE. 2015. *States of Fragility 2015: Meeting Post-2015 Ambitions*. Paris: Publications OCDE
- O'Reilly, M., Ó Súilleabháin, A. et Paffenholz, T, 2015. "Reimagining Peacemaking: Women's Roles in Peace Processes" International Peace Institute, New York.
- Østby, G. 2013. Inequality and political violence: A review of the literature. *International Area Studies Review*, 16 (2): 206-231.
- Paasonen, K. and H. Urdal. 2016. "Youth Bulges, Exclusion and Instability: The Role of Youth in the Arab Spring." PRIO Conflict Trends. Mars. Consulté le 15 août 2017 à: [http://files.prio.org/Publication\\_files/prio/Paasonen,%20Urdal%20-%20Youth%20Bulges,%20Exclusion%20and%20Instability,%20Conflict%20Trends%203-2016.pdf](http://files.prio.org/Publication_files/prio/Paasonen,%20Urdal%20-%20Youth%20Bulges,%20Exclusion%20and%20Instability,%20Conflict%20Trends%203-2016.pdf)
- Paffenholz, Thania. 2015. *Beyond the Normative: Can Women's Inclusion Really Make for Better Peace Processes?* Policy Brief. Graduate Institute of Geneva and Centre for Conflict Development and Peacebuilding.
- Paffenholz, T., Hirblinger, A., Landau, D., Fritsch, F. et Dijkstra, C. 2017. *Inclusion and the Prevention of Violent Conflict*. Document thématique pour l'étude principale NU-BM: Preventing Violent Conflict.

- Parks, T, Colletta, N et Oppenheim, B. 2013. The Contested Corner of Asia: Subnational Conflict and International Development Assistance. The Asia Foundation
- Piaaza, James A. 2017. «Repression and Terrorism: A Cross National Empirical Analysis of Types of Repression and Domestic Terrorism», *Terrorism and Political Violence* 29 (1): 102-118.
- Rakotomalala, Olivia. 2017. "Local Level Mechanisms for Violent Conflict Prevention." Document préparatoire pour l'étude NU-BM, "Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict," Banque mondiale, Washington, DC.
- Rustad, S. A. 2016. Socioeconomic Inequalities and Attitudes toward Violence: A Test with New Survey Data in the Niger Delta. *International Interactions*, 42 (1): 106-139.
- Sacks, A. et M. Larizza. 2012. "Why Quality Matters: Rebuilding Trustworthy Local Government in Post-conflict Sierra Leone." Policy Research Working Paper 6021, Banque mondiale, Washington, DC.
- Sargsyan, Irena L. 2017. "Narrative, Perception and Emotion: A Review of Recent Political Science Studies." Document préparatoire pour l'étude NU-BM, "Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict," Banque mondiale, Washington DC.
- Schleussner, C., Donges, J.F., Donner, R.V. et J.H. Schellnhuber. 2016. "Armed-conflict risks enhanced by climate-related disasters in ethnically fractionalized countries." *Proceedings of the National Academy of Sciences* 113.33: 9216-221.
- Small Arms Survey (2011) *Global Burden of Armed Violence*. Genève.
- Shonkoff, J.P. and A.P. Garner. 2012. *The Lifelong Effects of Early Childhood Adversity and Toxic Stress*. Technical Report. American Academy of Pediatrics. Consulté 3 novembre 2017 à <http://pediatrics.aappublications.org/content/pediatrics/early/2011/12/21/peds.2011-2663.full.pdf>
- Stel, N. et R. Ndayiragiie. 2014. "The Eye of the Beholder: Service Provision and State Legitimacy in Burundi." *Africa Spectrum* 49 (3): 3-28.
- Stewart, Frances. 2000. "Crisis Prevention: Tackling Horizontal Inequalities." *Oxford Development Studies* 28 (3): 245-262.
- Stewart, Frances. 2002. *Horizontal Inequalities: A Neglected Dimension of Development*. QEH Working Paper Series 81.
- Stewart, Frances. 2009. *Horizontal inequalities as a cause of conflict*. Bradford Development Lecture.
- Stone, Laurel. (2015). Study of 156 peace agreements, controlling for other variables, *Quantitative Analysis of Women's participation in Peace Processes* in Reimagining Peacemaking: Women's Roles in Peace Processes, Annex I
- Sturge, G., Mallett, R., Hagen-Zanker, J. et Slater, R. 2017. Tracking livelihoods, services and governance: panel survey findings from the Secure Livelihoods Research Consortium. Londres: Secure Livelihoods Research Consortium.
- UCDP: Uppsala Conflict Data Program. (2017). UCDP Conflict Encyclopedia: [www.ucdp.uu.se](http://www.ucdp.uu.se), Uppsala University.
- NU. 2016. Too important to fail—addressing the humanitarian financing gap. Report to the Secretary-General of the High-Level Panel on Humanitarian Financing.
- NU. 2015. The Challenge of Sustaining Peace. Report of the Advisory Group of Experts for the 2015 review of the United Nations peace-building architecture.
- NU. 2013. A New Global Partnership: Eradicate Poverty and Transform Economies through Sustainable Development. Report of the High-Level Panel of Eminent Persons on the Post-2015 Development Agenda
- UN DESA 2015. "Population by Age and Sex (thousands)". New York. <https://esa.un.org/unpd/wpp/DataQuery/>
- PNUD. 2016. "Arab Human Development Report: Youth and the Prospects for Human Development in a Changing Reality." Rapport, PNUD, New York. <http://www.arab-hdr.org/PreviousReports/2016/2016.aspx>.
- PNUD et DPA 2016. Joint PNUD-DPA Programme on Building National Capacities for Conflict Prevention, Annual Report. <http://www.undp.org/content/undp/en/home/librarypage/democratic-governance/conflict-prevention/joint-undp-dpa-programme-on-building-national-capacities-for-con.html>
- UNESCWA. 2017. Trends and Impacts Issue 5. The impact of conflict over the life cycle: Evidence for the Arab Region. A paraître NU Assemblée générale. 2016, A/RES/262

- UNHCR. 2017. Global Trends: Forced Displacement in 2016. Genève. <http://www.unhcr.org/en-us/statistics/unhcrstats/5943e8a34/global-trends-forced-displacement-2016.html>
- UN High-Level Panel on Peace Operations (HIPPO). Rapport. 2015.
- NU Secrétaire général. 2017. 'Restructuring of the United Nations Peace and Security Pillar' Rapport du Secrétaire général, A/72/525.
- NU Secrétaire général. 2015. Rapport du Secrétaire général: Conflict-Related Sexual Violence, NU Doc. S/2015/203 (Nations unies Conseil de sécurité, 23 mars 2015).
- NU Secrétaire général 2013. Securing States and societies: strengthening the United Nations comprehensive support to security sector reform, Rapport du Secrétaire général, A/67/970, 13 août
- NU Conseil de sécurité. 2016. (S/RES/2282). Review of United Nations Peacebuilding Architecture.
- NU Conseil de sécurité. 2015. Resolution 2250, 9 décembre 2015.
- UN Women. 2015. Preventing Conflict, Transforming Justice, Securing the Peace: Global Study on the Implementation of Nations unies Conseil de sécurité Résolution 1325. New York: UN Women.
- Banque mondiale. 2017. Rapport sur le développement dans le monde 2017: Governance and the Law. Washington, DC: Banque mondiale. © Banque mondiale.
- Banque mondiale. 2011. Rapport sur le développement dans le monde 2011: Conflit, sécurité et développement. Banque mondiale. © Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/4389> License: CC BY 3.0 IGO.
- World Economic Forum (2016). The Future of Jobs. Employment, Skills and Workforce Strategy for the Fourth Industrial Revolution. Global Challenge Insight Report.



GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



Nations Unies

SKU 33225